

# Actualité



## À vélo, on respire mieux qu'en auto

Selon un rapport d'Airparif, l'exposition à la pollution d'un cycliste roulant sur une piste cyclable est réduite de 30 à 45 % par rapport à un cycliste ou un automobiliste restés dans le flux de circulation.

## ÉDITORIAL

# Le président joue gros

On saura ce soir si Nicolas Sarkozy était bien inspiré en convoquant les représentants syndicaux à un sommet social. L'expression a son poids d'histoire, et pour lui faire écho, si telle est l'ambition du président de la République, la réunion de l'Élysée devra ouvrir d'autres perspectives que de servir de prétexte à une nouvelle allocution télévisée. Nicolas Sarkozy sait qu'il joue gros et ne peut se permettre d'instrumentaliser des syndicats sur leurs gardes, relativement unis et forts du succès des manifestations du 29 janvier.

Alors, le président, qui se plaît à rappeler en toutes circonstances que son boulot n'est pas facile, a de quoi se réjouir devant les difficultés qui l'attendent aujourd'hui. À commencer par celle qui consistera à éviter un dialogue de sourds avec ses hôtes du jour. Car si Nicolas Sarkozy s'en tient à sa ligne du 5 février, à savoir concentrer l'action du gouvernement sur l'emploi et non sur le pouvoir d'achat, le

risque est grand pour lui de n'obtenir qu'une faible écoute. Certes, il peut espérer enfoncer un coin dans le front syndical et déminer ainsi la mobilisation prévue le 19 mars prochain. Mais les mesures déjà annoncées, comme l'exonération du tiers provisionnel ou la suppression de la première tranche d'impôt, ont déjà été jugées insuffisantes. Les syndicats préfèrent une augmentation des minima sociaux, la non-suppression de 30 000 emplois dans la fonction publique et un pouvoir suspensif de licenciement dans les entreprises. Tout un programme refusé en bloc

PATRICK VENRIES

p.venries@sudouest.com



Nicolas Sarkozy ne peut se permettre d'instrumentaliser des syndicats sur leurs gardes

hier matin par le Medef et auquel Nicolas Sarkozy, convaincu que des dépenses supplémentaires ne feront à terme qu'aggraver la crise, ne croit pas.

Mais voilà, en chute libre dans les sondages, soupçonné par l'opinion d'inquiéter plus qu'il ne rassure, poursuivi par les mesures fiscales qui n'ont toujours pas fait rentrer Johnny Hallyday en France, le président de la République pourrait choisir aujourd'hui de prendre une direction nouvelle. Soit en annonçant une mesure inédite en faveur du pouvoir d'achat des Français. Soit en proposant l'ouverture d'un programme général de discussions et de négociations qui donne au pays le sentiment d'être associé à la gestion de la crise.

Mais Nicolas Sarkozy osera-t-il une nouvelle rupture ?

## EN HAUSSE



### Le cheval

Quatre millions et demi de Français pratiquent occasionnellement l'équitation, troisième discipline sportive derrière le football et le tennis avec 561 000 licenciés, selon une étude des Haras nationaux. 1,5 million de cavaliers montent régulièrement à cheval, et le nombre de licenciés est en hausse depuis cinq ans.

## EN BAISSÉ



### Shoichi Nakagawa

Le ministre japonais des Finances Shoichi Nakagawa, soupçonné d'ébriété lors du G7, samedi à Rome, a présenté hier sa démission au Premier ministre Taro Aso, qui l'a acceptée. Les télévisions avaient montré en boucle M. Nakagawa, le regard vague, trébuchant sur les mots, s'endormant même à plusieurs reprises.

## LE TRAIT D'ITURRIA

### LE PRÉSIDENT ET SA THÉORIE DES TROIS TIERS.



## ENTRETIEN

# L'Algérie aux urnes

**MAGHREB** L'ambassadeur d'Algérie en France promet que le scrutin présidentiel du 9 avril sera « neutre et transparent »

« Sud-Ouest ». Comment l'élection présidentielle du 9 avril en Algérie se présente-t-elle ?

**Missoum Sbih.** Son enjeu est crucial pour l'avenir de l'Algérie. Il faut y sensibiliser tous les électeurs, les encourager à voter, et c'est la raison de mon passage à Bordeaux, qui un de nos 18 consulats généraux en France. Je suis venu évaluer avec notre consul, M. Bouguetaïa, la préparation du scrutin et informer la communauté algérienne de ce qui a été entrepris pour garantir la neutralité de l'administration, la régularité et la transparence du déroulement des opérations.

Combien d'Algériens sont-ils concernés en France ?

Près de 800 000 électeurs figurent sur les listes électorales ici, sachant que la communauté dans son ensemble – plus de trois millions de personnes – est la première de France. Et dans les 10 départements du ressort du consulat de Bordeaux vivent 30 000 Algériens.

Des opposants importants au président Bouteflika envisagent de boycotter le vote du 9 avril. Qu'en pensez-vous ?

J'observe que la date limite de dépôt des candidatures est fixé au 23 février à minuit, et que la campagne électorale commencera en mars, trois semaines avant le vote. Nous verrons bien. Je signale que les partis politiques et les candidats auront aussi des observateurs le jour du vote.



Missoum Sbih, hier à Bordeaux. PHOTO FABIEN COTTEREAU

« Les présidents Bouteflika et Sarkozy en appellent à un partenariat d'exception »

Faut-il redouter de nouveaux attentats en Algérie ?

Les médias amplifient l'insécurité résiduelle. L'Algérie, vous le savez, revient de loin après la décennie noire du terrorisme. Aujourd'hui, la sécurité est rétablie et la réconciliation nationale est une réalité. Il appartient au prochain président élu de la consacrer définitivement en parachevant le processus démocratique.

Où en est le « pacte d'amitié » tant promis entre l'Algérie et la France ?

Le président Sarkozy a dit lui-même qu'il n'était pas nécessaire de graver un accord dans le marbre et qu'il fal-

lait surtout lui donner un réel contenu. Cette approche pragmatique plutôt que juridique nous convient. Je rappelle que les deux présidents ont appelé de leurs vœux un « partenariat d'exception ». Il doit se fonder sur un passé bien assumé, le respect mutuel et les intérêts réciproques. Et il doit intégrer la dimension humaine qui est au cœur des rapports franco-algériens, dont la chaleur et la densité sont sans équivalent.

Les Algériens demandent-ils l'assouplissement de la politique française des visas ?

Disons que nous allons essayer d'améliorer la circulation des personnes, qui est un élément clé de la dimension humaine de nos relations bilatérales et des droits et garanties des Algériens en France.

Recueilli par Christophe Lucet